



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 25MA42039

Pouvoir adjudicateur

Agence de l'eau Rhin-Meuse

Adresse : Chemin du Longeau - BP 30019 - 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33 3 87 34 47 00

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Objet du marché

Gestion et suivi de la maintenance de l'Eco'Parc de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse



Sommaire

1. Préambule.....	4
2. Objet du marché – Dispositions générales.....	4
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel.....	5
2.3 Traitement des données.....	5
3. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution.....	6
3.1 Durée et délais d'exécution.....	6
3.2 Prolongation des délais d'exécution.....	6
3.3 Reconduction.....	7
4. Pièces constitutives du marché.....	7
5. Forme des notifications et informations au titulaire.....	7
6. Prix – Variation du prix.....	8
6.1 Mode d'établissement du prix du marché.....	8
6.2 Variation du prix.....	8
7. Retenue de garantie.....	9
8. Avance.....	9
8.1 Modalités de règlement de l'avance.....	9
8.2 Modalités de résorption de l'avance.....	9
9. Règlement des comptes au titulaire.....	10
9.1 Modalités de règlement du prix.....	10
9.2 Paiement des sous-traitants.....	11
9.3 Délais de paiement.....	12
9.4 Intérêts moratoires.....	12
9.5 Règlement en cas de groupements économiques.....	12
10. Modalités d'exécution du marché.....	13
10.1 Conditions d'exécution des prestations.....	13
10.2 Exécution des prestations par une personne nommément désignée.....	13
10.3 Remplacement d'un intervenant du titulaire à la demande de l'Acheteur.....	13
10.4 Modification du marché.....	13
11. Développement durable : dimension sociale.....	14
11.1 Insertion sociale.....	14

11.2 Conditions d'exécution sociale.....	16
12. Développement durable : dimension environnementale.....	18
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	18
13.1 Opérations de vérification et décisions.....	18
13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	18
14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	19
15. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats.....	19
15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	19
15.2 Régime des résultats.....	19
16. Pénalités.....	20
16.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	20
16.2 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal..	21
16.3 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi.....	22
16.4 Pénalités pour indisponibilité.....	22
16.5 Autres pénalités.....	22
17. Garanties.....	23
18. Assurances.....	23
19. Différends.....	23
20. Dispositions en cas d'intervenants étrangers.....	23
21. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail.....	23
22. Résiliation du marché.....	24
22.1 Résiliation pour faute.....	24
22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	24
23. Dérogations aux documents généraux.....	25

1. Préambule

Le pouvoir adjudicateur est représenté par le Directeur Général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ou son représentant.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter.

2. Objet du marché – Dispositions générales

2.1 Objet du marché

Le marché porte sur : **Gestion et suivi de la maintenance de l'Eco'Parc de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations donneront lieu à un marché unique, à **prix forfaitaires**.

Toutefois, certaines prestations prévues au CCTP feront l'objet de bons de commande et seront réglées par application des **prix unitaires** (mentionnés sur le bordereau des prix ou suivant un devis établi en cours d'exécution) aux quantités de prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

Ces prestations à bons de commande seront limitées, pour chaque période d'exécution du marché, à un **montant maximum de 16.750 € HT**.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et s'exécuter dans les 2 mois suivant le dernier jour de validité du marché. Chaque bon de commande précisera :

- ✓ Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- ✓ Le montant du bon de commande
- ✓ La référence du marché

S'il y a lieu :

- ✓ Les prix unitaires des prestations à réaliser
- ✓ Les conditions particulières d'exécution
- ✓ Les conditions particulières de livraison et d'admission
- ✓ Les délais de réalisation
- ✓ Le lieu de livraison
- ✓ Les documents à fournir à la livraison.

Les bons de commandes seront adressés par messagerie électronique. Dès réception du bon de commande, le titulaire renverra l'accusé réception du bon de commande dûment complété et signé, par mail dans les meilleurs délais.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

2.2 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

2.3 Traitement des données

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- ***Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :***

Le titulaire s'engage à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'Agence et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le RGPD.

Le titulaire (sous-traitant au sens de la réglementation précitée) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'Agence met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

- ***Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :***

Le titulaire doit informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer

- ***Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :***

Le titulaire dispose des droits relatifs à ses données à caractère personnel, notamment d'information, d'accès et de rectification. Pour les exercer, il peut contacter la Délégation à la protection des données de l'établissement :

- Par mail : protection.donnees@eau-rhin-meuse.fr
- Par voie postale (avec copie de pièce d'identité en cas d'exercice des droits) :

Délégation à la protection des données
Agence de l'eau Rhin-Meuse
Route de Lessy - 57160 Rozérieulles

Le titulaire peut également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

- ***Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :***

Dans le cas où une Convention RGPD s'avère nécessaire, ces mesures seront énoncées dans cette Convention qui sera adaptée à la prestation et établie selon le modèle joint au présent CCAP. Cette Convention sera signée avec le titulaire à la notification, pour définir les obligations respectives des parties en matière de sécurité et de protection des données à caractère personnel. Pour ce faire, le titulaire doit mentionner dans son offre l'identité de son Délégué à la Protection des Données ou a minima les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données.

– ***La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :***

L'agence de l'eau Rhin-Meuse conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues
- 10 ans pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestation d'études et achats de fournitures courantes
- 150 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du contrat, le titulaire s'engage à détruire de manière irréversible toutes les données à caractère personnel. Une fois celles-ci détruites, le titulaire justifie par écrit de la destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, il sera fait application d'une ou de plusieurs pénalité(s) selon les modalités suivantes : le titulaire encourt la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

3. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

3.1 Durée et délais d'exécution

La durée initiale du marché est fixée à **12 mois à compter du 1^{er} janvier 2026 ou de la date de notification si elle est postérieure.**

Les délais d'exécution sont définis dans le CCTP.

3.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

3.3 Reconduction

Le marché pourra être **reconduit 3 fois**.

Sauf dénonciation expresse du marché par lettre recommandée au plus tard dans les 2 mois précédant la date de fin d'exécution d'une période, celui-ci sera reconduit tacitement 3 fois par période de 12 mois sans que sa durée maximale puisse excéder 48 mois.

La reconduction est **tacite**. Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une **décision expresse de non-reconduction** qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

4. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement**, qui sera remis au seul attributaire, et ses annexes (dont financières : la **DPGF** et le **bordereau des prix unitaires**), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021).
- **L'offre technique** du titulaire.
- Les **actes spéciaux de sous-traitance** et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'acte d'engagement, qui sera uniquement remis à l'attributaire, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

5. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations, le pouvoir adjudicateur communiquera par échanges dématérialisés dans les conditions suivantes : via la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) ou par mail.

6. Prix – Variation du prix

6.1 Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

Les prix sont forfaitaires et unitaires.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais de toute nature afférents à la réalisation des prestations du marché (la main d'œuvre est incluse).

Pour les prestations forfaitaires en particulier, les prix s'entendent tous frais inclus, dont ceux correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des opérations d'exploitation et de maintenance objet du contrat, y compris :

- la fourniture des consommables et pièces de rechange nécessaires aux interventions de niveaux 1 et 2, d'un montant unitaire inférieur ou égal à DEUX CENTS (200) Euros hors taxes, remise fournisseur déduite ;

Dans le cadre de fourniture de pièces (remplacement ou stock) dont le montant unitaire est supérieur à 200 euros HT, le titulaire présente préalablement un devis à l'Agence, pour acceptation. L'acquisition de la fourniture fera l'objet d'un bon de commande.

- la fourniture des moyens d'accès et équipements de sécurité du personnel, y compris pour les éventuels travaux en hauteur ;
- la fourniture et la tenue à jour des documents et rapports d'exploitation ;
- la tenue à jour de la documentation technique ;
- la participation aux réunions,

pour l'ensemble des installations et ouvrages définis au CCTP et ses annexes.

Le marché est traité à prix **fermes pour la période initiale de 12 mois**.

6.2 Variation du prix

Les prix du marché sont **révisables** à chaque date anniversaire.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

En cas de reconduction pour une nouvelle période de 12 mois, les prix seront révisés au 1^{er} jour de cette nouvelle période d'exécution, par application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 [(0,8 \times \text{ICHTrev-TS} / \text{ICHTrev-TS}_0) + (0,2 \times \text{FSD1} / \text{FSD1}_0)]$$

dans laquelle :

- **P** = Prix (HT) révisé
- **P₀** = Prix (HT) initial prévu dans le bordereau des prix unitaires
- **ICTrev-TS** = indice ICTrev-TS de coût horaire du travail pour les activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M – identifiant 001565195) connu à la date de reconduction
- **ICTrev-TS₀** = indice ICTrev-TS de coût horaire du travail pour les activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M – identifiant 001565195) du mois de remise des offres
- **FSD1** = indice de « Frais et Services Divers – modèle 1 » ("FSD1") connu à la date de reconduction.
- **FSD1₀** = l'indice de « Frais et Services Divers – modèle 1 » ("FSD1") du mois de remise des offres.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : au Moniteur des travaux publics et à l'INSEE.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

7. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

8. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

8.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant.

8.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des Prestations} - 65) / 15$$

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées

atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

9. Règlement des comptes au titulaire

9.1 Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

➤ Pour la prestation forfaitaire P1, le règlement du prix s'effectue **à la validation du livrable "Compte rendu de prise en charge des installations"** : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

➤ Pour la prestation forfaitaire P2, le marché sera réglé **trimestriellement**, à terme à échoir.

➤ Pour les prestations à bons de commande (à prix unitaires), le règlement du prix s'effectue **à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes** : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

9.1.1 Demandes de paiement

- *Demande de règlement partiel définitif :*

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.3 et 11.7 du CCAG FCS ainsi qu'aux dispositions ci-dessous, par le titulaire, dans un délai de 8 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des prestations.

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- La retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du contrat ;
- Les pénalités éventuelles pour retard ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du règlement partiel définitif.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement et le décompte partiel définitif qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

- *Solde du contrat :*

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG FCS, par le titulaire dans un délai de 8 jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte en outre les parties suivantes :

- Une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte ;
- Le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- Aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- Au solde du contrat.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

9.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur, nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro, est le suivant : **18570301400018**.

9.2 Paie ment des sous-traitants

Le paiement du sous-traitant ayant droit au paiement direct s'effectue dans les conditions prévues notamment aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, en LR/AR, libellée au nom du pouvoir adjudicateur et accompagnée des factures au titulaire du marché. Il transmet également copie de ces pièces à l'Agence de l'eau.

Pour permettre la vérification des sommes à payer directement au sous-traitant et pour assurer l'établissement des acomptes correspondants, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sans délai, copie des factures reçues au titulaire du marché. Cette transmission est sans conséquence sur le délai prévu par l'article R. 2193-12 du Code de la commande publique pour la vérification de la demande de paiement.

Le titulaire du marché adresse de façon concomitante au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de déterminer date certaine, sa décision concernant la demande de paiement et indiquant la somme à régler par l'Agence à chaque sous-traitant concerné, cette somme tenant compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et incluant la TVA, étant entendu que sans réponse de sa part dans les 15 jours à réception de l'AR visé au 2ème alinéa, les prestations sont réputées acceptées et seront réglées par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant.

Le paiement des sommes dues au sous-traitant fera l'objet d'un virement administratif.

9.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

9.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

9.5 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

10. Modalités d'exécution du marché

10.1 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'article *Durée* du présent CCAP.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP, à l'adresse suivantes :

Agence de l'eau Rhin-Meuse
Chemin du Longeau
BP 30019
57160 ROZERIEULLES

10.2 Exécution des prestations par une personne nommément désignée

Si la personne nommément désignée conformément aux dispositions du CCTP n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, en application de l'article 3.4.3. du CCAG FCS, le titulaire s'engage à la remplacer par une personne de compétence a minima équivalente et à en informer l'acheteur, sous peine de résiliation du marché aux torts et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, le délai de communication à l'Acheteur, du nom et du curriculum vitae du remplaçant est réduit à 15 jours calendaires.

10.3 Remplacement d'un intervenant du titulaire à la demande de l'Acheteur

L'Agence de l'eau se réserve le droit, à tout moment et sur décision motivée, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire s'engage alors à la remplacer par une personne de compétence a minima équivalente et à en informer l'acheteur,

10.4 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Prestations supplémentaires sur demande du pouvoir adjudicateur :

En complément des prestations décrites au présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra, au cours de l'exécution, demander au titulaire d'effectuer des interventions, prestations ou de procurer des fournitures non prévues explicitement dans le cahier des charges initial, mais liées à l'objet du marché et nécessaires au bon fonctionnement, à la sécurité ou à la continuité du service.

Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande ponctuel établi par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur un devis détaillé préalable (main-d'œuvre, fournitures, temps d'intervention, déplacements, etc.). Ce devis devra être accepté

expressément par le pouvoir adjudicateur et vaudra fixation du prix.

Il en sera de même pour les fournitures nécessaires à l'exécution des missions relevant de la partie forfaitaire et d'une valeur supérieure à 200 euros HT.

Les prestations supplémentaires ainsi commandées seront automatiquement intégrées dans le marché dans la limite de son montant maximal prévu. Au-delà, un avenant sera mis en œuvre.

Dans le cadre du recours à l'article R.2194-7 du Code de la Commande Publique, le montant de ces prestations supplémentaires ne pourra pas excéder 30 % du montant global du marché, par période d'exécution considérée.

11. Développement durable : dimension sociale

11.1 Insertion sociale

Conformément aux articles L2112-2 du Code de la Commande Publique et 16.1 du CCAG FCS, il est prévu que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociale et/ou professionnelles. Leur mise en œuvre s'effectue dans les conditions prévues ci-après :

- **Profils de publics éligibles à la clause d'insertion : Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont les suivants :**
 - les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
 - les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
 - les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
 - les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
 - les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
 - les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « École de la 2ème chance » ;
 - les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.
- En outre, le facilitateur (désigné ci-après) peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de France Travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) ou des Missions Locales.

- **Périmètre de l'action à réaliser, modalités de mise en œuvre et globalisation des heures d'insertion** : Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- *1ère modalité* : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée ;

- *2ème modalité* : le recours à une structure de l'insertion par l'activité économique mentionnée à l'article L.5132-4 du Code du Travail afin de réaliser une prestation complémentaire liée à l'exécution du marché (exemple à titre indicatif : nettoyage, gardiennage, blanchisserie...)

- *3ème modalité* : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;

- *4ème modalité* : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (contrat à durée indéterminée, contrat à durée déterminée, contrats en alternance).

Les entreprises attributaires concernés par la clause d'insertion et de promotion de l'emploi devront déterminer les modalités de sa mise en œuvre en accord avec le facilitateur.

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

- **Intervention d'un facilitateur** : Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause, le facilitateur, nommé ci-dessous, apportera à la demande du titulaire, une assistance à ce dernier pour arrêter les modalités d'exécution, l'assister dans la recherche de bénéficiaires en fonction des tâches confiées et accompagner la démarche des candidats auprès du titulaire.

Le facilitateur vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause.

A titre indicatif, la personne ressource en la matière est :

ELIPS

- Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées -
11, rue du Stade - 57270 UCKANGE

Chargée de mission - Facilitatrice des Clauses Sociales : Mme Stéphanie JACOB

Tel : 07.86.57.07.77

sjacob@elips57.fr

– • **Modalités de calcul de l'obligation**

L'obligation faite s'exprime en nombre d'heures.

Elle est calculée par le facilitateur sur la base du montant prévisionnel du marché :

Nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser : 70 heures

11.2 Conditions d'exécution sociale

• **Globalisation des heures d'insertion**

La globalisation des heures d'insertion est possible :

Si, sur le territoire d'ELIPS, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

• **Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

• **Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion**

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

- Comptabilisation des heures de formation :

Les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)).

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire, assurés et financés directement par le secteur du travail temporaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

• Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour

laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, ci-après, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

En cas de non-respect de la clause d'insertion sociale et de ses modalités d'exécution, des pénalités seront applicables (voir Article « *Pénalités* »).

12. Développement durable : dimension environnementale

L'Agence de l'eau souscrit à une démarche environnementale et écoresponsable sur son Eco'Parc. Le titulaire doit donc, dès la prise en charge du site, mettre en place et adopter une organisation et un fonctionnement privilégiant le respect de cette démarche.

Les conditions d'exécution à caractère environnemental et les spécifications techniques sont décrites au CCTP.

13. Constatation de l'exécution des prestations

13.1 Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications, il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

13.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

14. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

15. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

15.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables au marché.

Aussi, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou, en toute hypothèse, au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur.

15.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre du marché, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

16. Pénalités

16.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG Fournitures courantes et Services.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT sur l'ensemble du marché.

L'acheteur invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard seront appliquées selon les dispositions suivantes.

Dans les cas listés ci-après et *par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS*, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des services, une pénalité équivalente aux montants calculés à partir des éléments précisés ci-après :

Poste	Description	Délai de réalisation	Déclenchement de la pénalité	Pénalité
P2 DPGF	Interventions entrant dans le champ des prestations à prix forfaitaires (délais de remise en état et délai d'établissement d'un diagnostic)	Définis en jours dans le CCTP	Lendemain de l'expiration du délai de réalisation prévu	50 € / jour
UO.1	Sollicitation d'entreprises pour chiffrage réparation ou maintenance supérieure au Niveau 2	5 jours ouvrés	Lendemain de l'expiration du délai de réalisation	50 € / jour
UO.2	Intervention de maintenance supérieure au niveau 2	Suivant programmation travaux	Lendemain de l'expiration du délai de début de réalisation	100 € / jour
UO.3A-B	Suivi d'intervention hors maintenance réalisée par un prestataire sur un domaine couvert par le marché	Suivant programmation travaux	Absence au démarrage	150 €
UO.4	Intervention hors tournée, pendant plage d'ouverture, sur appel	2 heures	Début de la 3ème heure	20 € / heure
UO.5	Intervention hors tournée, hors plage d'ouverture d'un jour ouvré ou sur un jour de fermeture de l'Agence, sur appel (astreinte)	2 heures	Début de la 3ème heure	20 € / heure
UO.6	Intervention hors tournée, de nuit (en semaine, de 22h à 6h) sur appel (astreinte)	2 heures	Début de la 3ème heure	20 € / heure

Poste	Description	Délai de réalisation	Déclenchement de la pénalité	Pénalité
UO.7A-B	Intervention week-end et jour férié, sur appel (astreinte)	2 heures	Début de la 3ème heure	20 € / heure
UO.8	Assistance rapatriement agent et/ou véhicule	1 heure (départ Agence)	Début de la 2ème heure	20 € / heure
UO.9	Déménagement de mobilier	4 jours ouvrés	Lendemain de l'expiration du délai de réalisation	50 € / jour
UO.10	Mise en déchetterie	4 jours ouvrés	Lendemain de l'expiration du délai de réalisation	50 € / jour
UO.11A-B	Déneigement parking et accès	Suivant description UO.11	Non réalisation du déneigement avant 7h30, si pré-visible 12h avant	150 €
UO.12	Récupération de matériel/produit au guichet (Metz et périphérie)	4 jours ouvrés	Lendemain de l'expiration du délai de réalisation	50 € / jour

Dans les autres cas, les pénalités pour retard seront appliquées suivant la formule suivante, en application de l'article 14.1.1 du CCAG FCS

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours ou d'heures de retard.

16.2 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

16.3 Pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi

Les pénalités sont les suivantes :

✦ Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale :

En application des dispositions de l'article 16.1.5 du CCAG FCS, en cas de non-respect de la clause d'insertion sociale, et suite à une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire d'un montant de 60 € nets par heure d'insertion non réalisée sera appliquée.

✦ Pénalité en cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale :

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, le titulaire se voit appliquer, après avoir été mis en demeure de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de 100 € nets.

✦ Pénalité relative à la non-transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle : en cas de non-transmission, transmission partielle ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € nets par jour calendaire de retard.

16.4 Pénalités pour indisponibilité

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et Services sont seules applicables.

16.5 Autres pénalités

Les pénalités suivantes seront appliquées dans les conditions définies ci-après :

Description	Déclenchement de la pénalité	Pénalité
Prise en compte des installations et mise en place du marché (remise du document de synthèse)	Lendemain de l'expiration du délai de 2 mois après le début de validité du marché	50 € / jour
Suivi des interventions de maintenance supérieures au N2 (pour tous les domaines couverts par le marché)	Défaut de suivi sur une intervention programmée	100 €
Suivi des contrôles réglementaires	Défaut de suivi sur une intervention programmée	100 €
Réunions de reporting (mensuelles)	Absence à la réunion	150 €
Remise des livrables	Absence de remise dans le délai prévu	50 € par livrable et par jour de retard
Note de préconisation RSE	Lendemain de la date de fin de la période initiale d'exécution	150 € / jour

17. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

18. Assurances

Le titulaire désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

19. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Strasbourg.

20. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

21. Obligations du titulaire relatives à la main d'œuvre et aux conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions internationales du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, à tout moment pendant l'exécution du marché, les documents justifiant que le titulaire respecte les obligations mentionnées ci-dessus.

Il appartient au titulaire de transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- Les documents attestant qu'il est en règle du paiement de ses cotisations sociales (*attestations datant de moins de six mois*) ;
- La liste des salariés étrangers, en application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail qui mentionnera, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation du travail.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plate-forme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour. L'Agence de l'eau n'acceptera donc pas d'autres modes de transmission des pièces précitées.

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.

22. Résiliation du marché

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent marché. S'ajoutent les dispositions ci-dessous.

22.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

22.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

23. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives du marché*
- À l'article 3.4.3 du CCAG FCS par l'article *Modalités d'exécution du marché*
- À l'article 14.1 du CCAG FCS par l'article *Pénalités*